

Les véritables falsificateurs de l'Histoire

UN DOCUMENT ISSU DES ARCHIVES
DU FOREIGN OFFICE LE PROUVE

Auschwitz : les Alliés savaient dès 1942

Un mémorandum d'une vingtaine de pages a bien
été remis à la Maison Blanche le 8 décembre 1942.
Ce texte est sans ambiguïté sur la « solution finale ».
C'est Barbara Rogers, une jeune universitaire, qui a
retrouvé, par hasard, ces pages accablantes.

912-8!
Des centres ont été installés dans plusieurs camps. Deux millions de juifs et affirmé mais « accusé Barbara Rogers
de deux millions de juifs et affirmé mais « accusé Barbara Rogers
de deux millions de juifs et affirmé mais « accusé Barbara Rogers

Analyse d'un article mensonger
paru dans le mensuel
Historia

Diffusion V.H.O. – Septembre 2001

V.H.O.
B.P. 60
B-2600 BERCHEM 2

Prix : 2 Euros

Remarque préliminaire :

Afin de ne pas alourdir les textes en multipliant renvois, les documents les plus utilisés ont été numérotés. Au sein des articles, les numéros entre parenthèse indiquent la référence du document cité et la page d'où est extraite la citation. Par exemple, (2, 27) signifie : référence n° 2 (soit : *Shofar*, n° 221, septembre 2000), p. 27.

Le lecteur trouvera ci-dessous la correspondance entre les numéros et les références :

Référence n° 1 : *La Lettre du Conservatoire Historique du camp de Drancy*, n° 3, juillet 2000.

Référence n° 2 : *Shofar* (revue mensuelle du judaïsme libéral de Belgique), n° 221, septembre 2000.

Référence n° 3 : *Le Populaire du Centre* (journal régional de Limoges).

Référence n° 4 : Arthur R. Butz, *The Hoax of the Twentieth Century* (I. H.R., huitième édition, 1989).

Référence n° 5 : Robert Faurisson, *Écrits révisionnistes* (auto-édité, 1999, 4 tomes).

Référence n° 6 : Raul Hilberg, *La destruction des juifs d'Europe* (Éd. Fayard, 1988).

Référence n° 7 : *La Revue d'Histoire Révisionniste*.

Chronique de la propagande ordinaire...**ANALYSE D'UN ARTICLE MENSONGER PARU DANS HISTORIA****Derrière la propagande, une habile technique pour ceux qui prétendent « prouver » l'Holocauste**

Si, à l'école, des plages horaires spécifiques sont réservées à l'apprentissage de ce qui doit devenir la « Mémoire » de l'humanité, ailleurs, les journalistes aux ordres profitent de toutes les occasions pour parler encore et encore de l'Holocauste. Chaque événement, si minime soit-il, qui se passe dans le monde et qui peut servir de prétexte à évoquer la Shoah est mentionné par les médias. En voici deux exemples caractéristiques :

- Une synagogue ouvre-t-elle ses portes à Oswiecim (Pologne) ? Tous les journaux en parlent et rappellent que ce lieu de culte est situé « près de l'ancien camp où ont été exterminés au moins 1,5 million d'êtres humains, dont plus de 1 million de Juifs, entre 1942 et 1945 » (voy., par exemple, *Sud-Ouest*, 13 septembre 2000).

- Un homme recherche-t-il l'épave du *Struma*, un navire panaméen coulé le 24 février 1942 par un sous-marin soviétique ou une mine flottante alors qu'il transportait environ 800 Juifs roumains vers la Palestine ? L'AFP publie une dépêche (reprise par la presse) qui décrit les 800 passagers comme des « juifs roumains fuyant l'Holocauste ». Cette précision laisse croire qu'en 1942, les Roumains auraient su que le Allemands exterminaient les Juifs, ce qui entièrement faux (et pour cause).

En vérité, si ces Juifs avaient pu quitter la Roumanie, c'est tout simplement parce que le gouvernement roumain d'alors voulait s'en débarrasser. Après en avoir déporté un certain nombre vers la mer d'Azov (4, 64) il ne s'était plus opposé, à partir de 1942, à leur émigration (5, tome I, 301). En 1943, les autorités roumaines avaient même négocié, avec des sionistes, le transfert de 70 000 Juifs vers la Palestine sur des bateaux arborant le pavillon du Vatican (4, 63). Par conséquent, les 800 passagers du *Struma* ne peuvent être qualifiés de personnes qui fuyaient l'Holocauste. Il s'agissait de Juifs qui, comme de très nombreux autres, avaient choisi de quitter un pays devenu hostile pour s'établir en Palestine.

Cette technique, qui consiste à prétendre que, dès 1942, « on » savait qu'un génocide se déroulait par les « nazis », est de plus en plus utilisée. Elle permet en effet de pallier l'absence de preuves matérielles de l'Holocauste. « Si "on" savait, nous disent les exterminationnistes, c'est bien qu'il se passait quelque chose. Dès lors, il n'y a plus besoin d'autres preuves... ».

L'article mensonger d'Historia

C'est ainsi qu'en décembre 1999, le mensuel *Historia* a publié un article sur quatre colonnes intitulé : « Un document issu des archives

du Foreign Office le prouve. AUSCHWITZ : LES ALLIÉS SA-VAIENT DÈS 1942 » (p. 22). En gros caractères, on li-sait :

Un mémorandum d'une vingtaine de pages a bien été remis à la Maison Blanche le 8 décembre 1942. Ce texte est sans ambiguïté sur la « solution finale ». C'est Barbara Rogers, une jeune universitaire, qui a retrouvé, par hasard, ces pages accablantes.

**UN DOCUMENT ISSU DES ARCHIVES
DU FOREIGN OFFICE LE PROUVE**
**Auschwitz : les Alliés
savaient dès 1942**

Un mémorandum d'une vingtaine de pages a bien été remis à la Maison Blanche le 8 décembre 1942. Ce texte est sans ambiguïté sur la « solution finale ». C'est Barbara Rogers, une jeune universitaire, qui a retrouvé, par hasard, ces pages accablantes.

Des centres ont été installés dans plusieurs endroits d'Europe de l'Est pour une froide et scientifique extermination en masse des juifs. Des ouvriers chrétiens polonais, témoins oculaires, ont confirmé que des constructions de béton sur l'ancienne frontière germano-russe sont utilisées par les Allemands comme chambres à gaz où des milliers de juifs ont été entassés jusqu'à ce que mort s'ensuive. Le texte du mémorandum remis au président américain Franklin Roosevelt par les responsables de la communauté juive américaine lors d'une réunion le 8 décembre 1942 à la Maison Blanche de Washington, est sans ambiguïté. « Le massacre par trains entiers d'enfants et d'adultes juifs dans des grands crématoriums à Oswiecim [le nom polonais pour Auschwitz] près de Cracovie est confirmé par des témoignages parvenus récemment à Jérusalem » poursuit ce document retrouvé depuis peu dans les archives du Foreign Office britannique. Le début de ce rapport d'une vingtaine de pages fait état de la mort de deux millions de juifs et affirme que « cinq millions de juifs vivant encore dans les territoires occupés par les nazis sont menacés d'extermination totale selon les termes d'un ordre officiel d'Hitler appelant à leur disparition complète d'Europe pour le 31 décembre 1942 ».

Historia, décembre 1999, p. 22

L'article commençait ainsi :

« Des centres ont été installés dans plusieurs endroits d'Europe de l'Est pour une froide et scientifique extermination en masse des juifs. Des ouvriers chrétiens polonais, témoins oculaires, ont confirmé que des constructions de béton sur l'ancienne frontière germano-russe sont utilisées par les Allemands comme chambres à gaz où des milliers de juifs ont été entassés jusqu'à ce que mort s'ensuive ». Le texte du mémorandum remis au président américain Franklin Roosevelt par les responsables de la communauté juive américaine lors d'une réunion le 8 décembre 1942 à la Maison Blanche de Washington, est sans ambiguïté. « Le massacre par trains entiers d'enfants et d'adultes juifs dans des grands crématoriums à Oswiecim [le nom polonais pour Auschwitz] près de Cracovie est confirmé par des témoignages parvenus récemment à Jérusalem » poursuit ce document retrouvé depuis peu dans les archives du Foreign Office britannique. Le début de ce rapport d'une vingtaine de pages fait état de la mort de deux millions de juifs et affirme que « cinq millions de juifs vivant encore dans les territoires occupés par les nazis sont menacés d'extermination totale selon les termes d'un ordre officiel d'Hitler appelant à leur disparition complète d'Europe pour le 31 décembre 1942 ».

Les Alliés connaissaient donc officiellement, bien avant la date communément admise (1944), la « solution finale » telle que l'avait ordonnée Hitler [...]. « C'est le premier et le seul document qui prouve que le gouvernement bri-

tannique et le président américain Roosevelt connaissaient le rôle exact que jouait Auschwitz-Birkenau à ce moment-là dans la solution finale », accuse Barbara Roger, l'étudiante-chercheuse qui a découvert ce mémorandum.

Historia invitait donc ses lecteurs à croire qu'une découverte sensationnelle était survenue, qui bousculait les thèses officielles et qui réduisait à néant les thèses révisionnistes, puisqu'elle démontrait que dès 1942, les autorités britanniques savaient. Or, ce document est connu depuis longtemps, y compris des révisionnistes.

Un document connu depuis longtemps

Raul Hilberg en parle dans son ouvrage : *La Destruction des Juifs d'Europe* et indique qu'un exemplaire se trouve dans le dossier de l'*American Jewish Congress Governing Concl* (6, 966, note 23). Quant au libre chercheur Arthur R. Butz, il en a parlé... dès 1977. Dans son livre intitulé *The Hoax of the Twentieth Century*, on lit page 68 :

Le 8 décembre 1942, S[tehen]. Wise [président du Congrès juif mondial] conduisit une délégation à la Maison Blanche et présenta au Président Roosevelt un document de vingt pages intitulé *Schéma directeur pour l'Extermination* [...].

Un document qu'il faut analyser dans son contexte

Présenté seul, ce document peut impressionner. Mais lorsqu'on le remet dans le contexte, son absence de valeur apparaît nettement. En 1981, R. Faurisson écrivit :

Il n'existe peut-être pas de livre qui, mieux que celui de W. Laqueur [*The Terrible Secret*, paru en français aux éditions Gallimard sous le titre : *Le Terrible Secret*], nous montre où, quand et comment a pris forme le mythe des « chambres à gaz » et du « génocide ». La rumeur semble avoir pris naissance dès la fin de 1941 dans certains milieux juifs slovaques ou polonais. De là, elle a atteint la Grande-Bretagne et les États-Unis, en particulier par les milieux sionistes très actifs qui, en Suisse, notamment à Genève et à Berne, inondaient de leurs lettres, télégrammes ou appels téléphoniques les plus hautes instances sionistes de Grande-Bretagne et des États-Unis, lesquelles à leur tour alertaient ou essayaient d'alerter les autorités britanniques ou américaines [5, t. I, 301].

Des rumeurs colportées à partir de 1942

Dans son ouvrage, A. Butz cite une brève publiée le 6 avril 1942 par le *New York Times* (p. 2) et dans laquelle il était question de massacres de masses que les Allemands auraient perpétrés près de Minsk (86 000 Juifs assassinés), Odessa (25 000 Juifs tués) et dans les pays Baltes (des « dizaines de milliers ») (4, 68). Le 25 juin 1942, un article parut dans le journal londonien *The Daily Telegraph* avec comme titre : « Les Allemands assassinent 700 000 Juifs en Pologne » et comme sous titre : « Chambres à gaz ambulantes »*.

D'anciens bobards recyclés

Ces deux articles confirment que, dès le premier semestre 1942, la rumeur avait atteint l'Angleterre et les États-Unis. Pourtant, lorsque, le 17 juillet 1942, F. Roosevelt et W. Churchill dénoncèrent les « atrocités nazies », ils le firent en termes très vagues, évitant de mentionner des lieux ou un mode d'assassinat. Le Président américain lança : « Les nazis ne réussiront pas à exterminer leurs victimes ». Quant au Premier ministre britannique, il se contenta d'évoquer l'horreur produite par les « boucheries nazies » (4, 75). Pourquoi n'ont-ils pas mentionné ces chambres à gaz dont il avait été question le 25 juin ? Toute simplement parce qu'il s'agissait d'un bobard recyclé de la première guerre mondiale. Le 22 mars 1916, en effet, ce même *Daily Telegraph* avait accusé les Allemands d'avoir assassiné 700 000 Serbes en les passant à la baïonnette ou en les étouffant « au moyen de gaz asphyxiants »**. Vingt-six ans après, les propagandistes avaient donc utilisé la même idée, sans changer ni le mode d'exécution ni le nombre de victimes. On comprend donc que les autorités — qui devaient savoir — n'aient accordé aucun crédit à ces rumeurs.

* On en trouvera une traduction complète en français dans la *Revue d'Histoire Révisionniste*, n° 5, novembre 1991, pp. 166-72 et dans le tome 3 des *Écrits révisionnistes*, t. III, pp. 1355-7.

** On trouvera une traduction complète en français de l'article du 22 mars 1916 dans la *Revue d'Histoire Révisionniste*, n° 5, novembre 1991, pp. 166-72 et dans le tome 3 des *Écrits révisionnistes*, t. III, p. 1354.

Même le futur fondateur d'Amnesty International n'y croyait pas

Les documents apportés par les Juifs étaient si peu convaincants qu'à l'époque, même le futur fondateur et Président d'*Amnesty International*, Sean McBride, ne crut pas en ces histoires. En 1981, il écrit :

Au milieu de la deuxième guerre mondiale, j'entretenais des relations extrêmement amicales avec l'ambassadeur des États-Unis en Irlande, David Gray, un intime de Roosevelt. Un jour je le vis perplexe. — J'ai reçu du Département d'État, me dit-il, des documents troublants qui font état d'une politique d'extermination menée par les nazis dans des camps spécialement aménagés à cet effet. — Je regardais les papiers qu'il détenait et, ce qui est évidemment le plus atroce, je dois l'avouer, c'est qu'ils n'apparaissaient pas très convaincants [*Ibid.*, tome I, pp. 302-3].

1

Les Juifs inondent les autorités américaines de rapports, messages et documents

Quoi qu'il en soit, les sionistes ne s'avouèrent pas vaincus. Le 8 août 1942, le secrétaire à Genève du Congrès juif mondial, Gerhard Riegner, demanda au Consulat américain à Genève de transmettre par la voie diplomatique un message selon lequel un industriel allemand anonyme avait appris que tous les Juifs non soviétiques aux mains des Allemands allaient être exterminés. Parmi les méthodes d'exécution dont il avait été question dans le Quartier général d'Hitler figurait l'asphyxie par gaz cyanhydrique (4, 60 ; 6, 964). Le message fut transmis à Londres et à Washington mais le Département d'État américain refusa d'en informer S. Wise. L'ayant appris du député Sidney Silverman (6, 965), il protesta auprès des autorités américaines. Celles-ci lui répondirent que l'information n'était pas suffisamment étayée pour pouvoir être prise au sérieux et qu'une confirmation devrait être obtenue avant d'en parler publiquement (4, 60-1 ; 6, 965). Une demande d'informations complémentaires fut alors envoyée au Vatican, mais elle resta sans réponse (4, 61).

Le 5 septembre 1942, le *New York Times* cita un rapport rédigé par quatre organisations juives et dans lequel on lisait :

En accord avec la politique des nazis qui a été annoncée et qui prévoit d'exterminer les Juifs d'Europe, de centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants innocents ont été tués dans des massacres de masse brutaux [4, 76].

Invité à prendre position, le Secrétaire d'État américain Sumner Welles se déclara d'accord avec le message (qui condamnait en premier lieu la politique de Vichy envers les Juifs) mais évita toute allusion aux prétendus massacres de masse (*Id.*).

Le même mois, deux personnes anonymes, qui prétendaient s'être évadées de zones contrôlées par les Allemands, parlèrent de l'extermination des Juifs polonais et de l'utilisation des corps des victimes comme base pour la synthèse d'engrais (4, 61). L'information fut transmise à Washington et une nouvelle demande fut adressée au Vatican pour confirmation. Le 10 octobre, celui-ci répondit qu'il était incapable de confirmer les nombreux rapports parus sur le traitement des Juifs par les Allemands (*Id.*).

Entre temps, S. Wise avait reçu d'un membre du Congrès juif mondial en Europe une information d'après laquelle les Allemands fabriquaient du savon et des engrais avec les corps des Juifs assassinés (*Id.*). Fin septembre, G. Riegner exhiba deux nouveaux documents. Le premier émanait, disait-il, d'un officier allemand anonyme ; celui-ci prétendait qu'il existait au moins deux usines fabriquant du savon, de la colle et des lubrifiants à partir de corps de Juifs achetés 50 RM l'unité. Le second consistait en deux lettres codées qui auraient été rédigées par un Juif suisse habitant Varsovie. L'auteur rapportait l'extermination totale des Juifs de Varsovie déportés à l'Est (*Id.*). Ces documents furent transmis à Washington et classés.

Le 5 octobre 1942, l'Agence télégraphique juive parla des Juifs du ghetto de Lodz qui étaient systématiquement déportés et « empoisonnés au gaz » (6, 965).

Des « preuves » sans valeur

Le 22 octobre, G. Riegner présenta deux autres « preuves » de l'extermination : les déclarations d'un informateur allemand anonyme

et celles d'un membre de la Croix-Rouge. Après enquête, il apparut que les déclarations du mystérieux informateur allemand avaient été recueillies par un certain Paul Guggenheim. Dans une déclaration sous serment, ce dernier affirmait qu'il avait obtenu ses informations d'un industriel allemand anonyme qui lui-même les tenait d'un membre anonyme du personnel du ministère des Affaires étrangères allemand dont les propos avaient été confirmés par un membre anonyme du personnel du ministère de la Guerre allemand. Guggenheim déclarait en outre que ces informations avaient été confirmées une seconde fois par un Suisse anonyme résidant à Belgrade (4, 61-2). Quant au membre de la Croix-Rouge, il s'agissait du son Président, Karl Jacob Burckhardt. Celui-ci fut interrogé par le consul américain à Genève, Paul C. Squire. Dans un rapport, ce dernier écrivit :

Je lui ai alors demandé si le mot *extermination*, ou son équivalent, fut employé [par Hitler lorsqu'il signa un ordre selon lequel l'Allemagne devait être débarrassée des Juifs avant la fin 1942], ce à quoi il a répondu que les mots *doit être Juden-frei* (débarrassée des Juifs) furent utilisés. Il fit alors apparaître clairement que puisqu'il n'y avait aucun endroit où envoyer ces Juifs et que puisque le territoire devait être libéré de cette race, ce qui en résulterait est évident [4, 62].

On le voit, les « preuves » apportées par G. Riegner n'étaient guère solides : les informations recueillies par P. Guggenheim émanaient d'anonymes et avaient été transmises par un anonyme avant d'être confirmées par un autre anonyme. Quant au Président de la Croix-Rouge, alors qu'il aurait été facile de lui demander une déposition écrite, on ne possédait qu'un memorandum qui rapportait la teneur de certains propos ambigus écoutés par un tiers. On comprend donc que ces documents, transmis à Washington, n'aient pas été utilisés.

Les Juifs renforcent leur propagande...

Le 23 novembre, le *New York Times* mentionna des rapports reçus par l'Agence télégraphique juive selon lesquels une « annihilation systématique de la population juive était organisée par une « commission de

destruction" *allemande spéciale* » (4, 76). D'après l'article, des milliers de Juifs avaient déjà été noyés dans la rivière Bug. Toujours en novembre :

- le Département d'État américain reçut un document de trois pages qui mentionnait des exécutions de masse à la mitrailleuse et la fabrication de produits chimiques (savon notamment) à partir des corps des victimes (en Pologne) (4, 62). Le rapport était anonyme ; sur la première page, une annotation manuscrite portait : « *de la part de Mr. F. à la Cité du Vatican* » (*Id.*).

- le mensuel *Jewish Frontier* publié à New York parla du camp de Chelmno et des camions à gaz (6, 965).

- le *New York Times* publia (le 25) un article qui mentionnait Belzec, Treblinka et Sobibor comme lieux d'extermination. Un autre article, en provenance de Jérusalem, donnait des détails sur des constructions en béton situées sur l'ancienne frontière russe, qu'on utilisait comme chambres à gaz, et sur des crématoriums à Oswiecim (Auschwitz). Sur la même page, le lecteur apprenait que, d'après S. Wise, deux millions de Juifs avaient déjà été exterminés (6, 965).

... et font pression sur les Alliés

A partir de la fin de l'Été 1942, S. Wise n'avait pas cessé d'agir pour que les gouvernements alliés condamnent publiquement les prétendues exterminations de Juifs (*Id.*). C'est dans le cadre de cette action que, le 8 décembre 1942, il apporta à la Maison Blanche le fameux rapport de vingt pages sur ce qui allait plus tard s'appeler l'Holocauste.

De la valeur du mémorandum remis le 8 décembre 1942

Ces quelques rappels permettent donc de juger la valeur du document « découvert » — plus de vingt ans après les révisionnistes ! — par une étudiante en Histoire. Loin d'apporter une seule preuve tangible, celui-ci ne faisait que reprendre les rumeurs très souvent délirantes qui circulaient depuis plusieurs lois, en provenance de l'Est et

de la Palestine, sur les prétendues exterminations. Voilà pourquoi F. Roosevelt et W. Churchill l'ignorèrent comme ils avaient ignoré les précédents messages de G. Riegner. Dans un article, l'historien exterminationniste A. Kaspi prétend que, le 8 décembre 1942, le Président américain aurait déclaré à S. Wise :

Le gouvernement des États-Unis est parfaitement au courant de la plupart des faits sur lesquels vous attirez aujourd'hui mon attention. Nous en avons malheureusement reçu confirmation, et cela par de nombreuses sources. Des représentants du gouvernement américain en Suisse et dans d'autres pays nous ont fourni des preuves qui confirment les horreurs dont vous nous parlez*.

Nous ignorons si ces propos furent effectivement prononcés. Mais même s'ils l'ont été tels quels, ils apparaissent comme une simple formule de politesse** car lorsque, cédant aux instances de S. Wise, les Alliés publièrent, neuf jours plus tard, une déclaration qui condamnait la politique anti-juive allemande, ils le firent une nouvelle fois dans des termes certes non équivoques mais très vagues, évitant soigneusement de citer les informations précises contenues dans le rapport remis à la Maison Blanche par le Président du Congrès juif mondial. En particulier, ils ne mentionnèrent ni le nom d'Auschwitz, ni les prétendues chambres à gaz en béton vues par des ouvriers polonais, ni les deux millions de victimes. Les Alliés se contentèrent de déclarer :

De toutes les nations occupées, les Juifs sont transportés dans des conditions terriblement horribles et brutales vers l'Europe de l'Est. En Pologne, qui est devenue le principal lieu de massacre, les ghettos établis par les envahisseurs allemands sont systématiquement vidés de tous les Juifs, exceptés quelques travailleurs hautement qualifiés requis pour les industries de

* Voy. Collectif, *L'Allemagne de Hitler* (Édition du Seuil, 1991), article intitulé : « Génocide : les Alliés savaient ! », p. 279.

** Au sujet de Chaïm Weizmann qui demandait en 1944 le bombardement d'Auschwitz, A. Butz écrit : « *L'impression qui ressort nettement, c'est que les Britanniques et les Américains faisaient semblant de prendre au sérieux la suggestion de Weizmann, mais se contentaient d'un manège verbal* » (voy. *Revue d'Histoire Révisionniste*, n° 8, août 1990, p. 121)

guerre. Pas un de ceux qui ont été enlevés n'a donné de nouvelles. Dans les camps de travaux forcés, les valides travaillent jusqu'à mourir lentement. Les infirmes meurent de faim et de froid ou sont délibérément massacrés lors d'exécutions massives. Le nombre de victimes de ces cruautés sanglantes est estimé à de nombreuses centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants entièrement innocents.

Les Américains savaient ce qui se passait à Auschwitz

Deux jours plus tard, un rapport publié par les Alliés sur la question mentionna deux « lieux d'exécution » : Chelmno et Belzec où les Juifs étaient, disait-on, exterminés par gazage et électrocution (4, 77). Nulle part il était question d'Auschwitz. Pourquoi cette omission ? Probablement parce que les Américains savaient ce qui s'y passait. Dans son livre, A. Butz rappelle qu'à partir de début 1942, les Etats-Unis avaient ressenti un urgent besoin de caoutchouc pour pouvoir soutenir l'effort de guerre. Or, ils étaient très en retard et ignoraient les procédés les plus récents de synthèse (4, 54-6). A cette époque, l'usine de caoutchouc synthétique la plus moderne en Europe se trouvait à Auschwitz III (Buna-Monowitz). Elle bénéficiait de tous les acquis antérieurs (4, 56). A. Butz conclut :

En 1942, aucun lieu en Allemagne n'avait plus d'intérêt [qu'Auschwitz] et aucune opération industrielle n'avait plus d'importance stratégique [que la fabrication du caoutchouc]. Par conséquent, si quelqu'un souhaite prétendre que les services de renseignements américains (ou leurs homologues britanniques) ignoraient ce qui se passait à Auschwitz durant l'été 1942, il doit logiquement prétendre que ces agences de renseignements étaient d'une ignorance et d'une incompétence complètes (4, 56).

L'espionnage d'Auschwitz était d'autant plus aisé que le camp « grouillait de travailleurs civils, allemands, polonais ou autres employés de toutes sortes de travaux » et que « sauf cas d'épidémie de typhus, la plupart de ces civils regagnaient chaque jour leur domicile »*.

* Voy. R. Faurisson, *Réponde à Jean-Claude Pressac* (Diffusion R.H.R., 1994), pp. 20-1)

Jusqu'à la fin, les Alliés ne croient pas les rumeurs colportées par les Juifs

Fin 1943, malgré les documents accumulés, les Alliés ne croyaient toujours pas en l'existence des chambres à gaz homicides. Le 30 août, les Britanniques demandèrent la suppression du passage relatif à ces abattoirs chimiques dans un projet de déclaration commune sur les « crimes allemands en Pologne ». Ils arguèrent « qu'il n'y [avait] pas de preuve suffisante pour justifier la déclaration concernant les exécutions en chambres à gaz »*. Leur demande fut acceptée et, le 1^{er} novembre, la déclaration fut publiée sans le passage incriminé. Preuve qu'à l'époque, ni J. Staline ni F. Roosevelt ne possédaient une seule « preuve suffisante ». On soulignera en outre que cette déclaration sur les « crimes allemands en Pologne » ne mentionnait pas les Juifs.

La prudence des Britanniques est compréhensible, car ils savaient que les autorités allemandes n'hésiteraient pas à réagir si des mensonges trop énormes étaient proférés. C'est d'ailleurs ce qui arriva le 10 octobre 1944, lorsque les radios de Londres et de Washington accusèrent les Allemands d'avoir « des plans [en vue de] l'exécution massive des populations des camps de concentration » d'Auschwitz et de Birkenau. Ces propos, soit dit en passant, démontrent qu'en octobre 1944, encore, les Alliés ne croyaient pas qu'Auschwitz fut un camp d'extermination. Quoi qu'il en soit, le Service Télégraphique allemand répliqua immédiatement : « ces rumeurs sont fausses d'un bout à l'autre » (voy., A. Butz in 7, n° 2, 120).

Même le fameux « War Refugee Board Report » (établi d'après les informations fournies par deux évadés d'Auschwitz qui se prétendaient témoins des gazages homicides) publié en novembre 1944 ne changea rien. En privé, Josiah E. DuBois, qui s'occupait de l'assistance aux réfugiés, déclara :

On reçoit des trucs comme ça de Berne depuis 1942... N'oubliez pas que c'est un juif qui nous parle de juifs... C'est seulement une campagne qui est faite par ce juif de Morgenthau et ses adjoints juifs [*Ibid.*, p. 122].

* Voy. *Annales d'Histoire Révisionniste*, n° 8, Printemps 1990, p. 82.

La raison de leur volte-face en 1945

Il fallut attendre 1945 et la découverte de Bergen-Belsen pour que les Alliés commencent à orchestrer une formidable propagande autour de l'Holocauste. Était-ce avouer qu'ils s'étaient trompés, qu'ils avaient eu tort de ne pas croire les G. Riegner et autres S. Wise ? Nullement. En vérité, les Alliés étaient alors soucieux de faire oublier les nombreux crimes de guerre et crimes contre l'humanité dont ils s'étaient rendus coupables (bombardements de terreur, massacres de civils, viols des femmes allemandes...) ; or, l'Holocauste, ce « crime unique », sans précédent dans l'histoire de l'humanité, venait au bon moment pour éclipser toutes les atrocités des vainqueurs. Comme l'a écrit Maurice Bardèche en 1948 : « *Les Alliés n'avaient pas le choix. S'ils n'affirmaient pas solennellement, s'ils ne prouvaient par n'importe quel moyen qu'ils avaient été les sauveurs de l'humanité, ils n'étaient plus que des assassins.* »*.

Un mythe opportuniste qui aurait dû sombrer dans l'oubli...

Rappelons d'ailleurs que, dans leurs mémoires rédigées après la guerre, ni W. Churchill, ni Dwight D. Eisenhower (qui était juif), ni le général De Gaulle n'ont mentionné les chambres à gaz homicides. Preuve qu'au fond d'eux-mêmes, ils connaissaient la vérité sur cette question. Pour les autorités alliées, ainsi, l'Holocauste ne fut qu'un instrument de propagande justificatrice passagère, le temps que leurs crimes s'oublient. Voilà pourquoi dans les années 50, les passions semblaient retombées. En Europe, on parlait peu de l'Holocauste.

... s'il n'avait servi les intérêts de Big Brother

Ce mythe aurait probablement connu le même sort que ceux de la première guerre mondiale s'il n'y avait eu Israël (dont il fallait perpétuellement justifier la création), l'affaire des « réparations » versées par l'Allemagne aux Juifs et, surtout, Big Brother qui œuvrait pour

* Voy. *Nuremberg ou la Terre Promise* (Éd. des Sept Couleurs), 1948, pp. 18-9.

l'avènement d'une société conforme à ses utopies. Les années 60-70 virent la destruction du catholicisme (avec le Concile Vatican II), les débuts de l'immigration massive (d'où, en France, la loi Pleven de 1972) ainsi que la perte des repères fondamentaux de la société (mai 68, l'amour libre, la contraception, l'enseignement égalitaire...). Puis vinrent les années 80 avec les premières graves conséquences de la crise économique et spirituelle (chômage endémique, « exclusion », insécurité, suicide en hausse chez les jeunes,...).

Ce n'est pas par hasard si ces années virent le réveil des nationalismes. Il fallait y voir la réaction non seulement des victimes et de certains exclus, mais aussi des parties saines de la population qui refusaient la mort de nos sociétés traditionnelles. En réponse, Big Brother ressortit l'arme suprême : l'Holocauste. Le message véhiculé était clair : le nationalisme, c'est Auschwitz, c'est la négation de l'humanité, c'est la mort industrielle.

Le grain de sable révisionniste

Cependant, un grain de sable s'était glissé dans la machine. Aux Etats-Unis, en Angleterre, en France et en Allemagne, des gens très divers s'étaient levés pour dénoncer le mythe de la Shoah. En France, grâce au professeur Faurisson, puis au Canada grâce à Ernst Zündel, la controverse devint publique et, avec les années, les exterminationnistes furent contraints de céder du terrain. Aujourd'hui, seule la répression impitoyable des libres chercheurs et une presse aux ordres leur permet de masquer leur débâcle.

L'article d'Historia s'inscrit dans un vaste manœuvre d'esbroufe

Incapables de produire la moindre preuve matérielle, il ne leur reste que l'esbroufe. L'article d'*Historia* en offre un magnifique exemple. Il est mensonger de bout en bout :

- la solution finale n'a jamais été « ordonnée par Hitler » (il n'existe aucune ordre de ce genre) et « soigneusement mise au point lors de la conférence de Wannsee » comme l'auteur l'affirme colonne B. (« [...] la "solution finale" telle que l'avait ordonnée Hitler et telle que la réalisation

avait été mise au point lors de la conférence de Wannsee des dirigeants nazis à Berlin le 20 janvier 1942 » (voy. *Historia*, décembre 1999, p. 22, col. B).] ;

- le mémorandum remis le 8 décembre 1942 à F. Roosevelt par S. Wise n'a pas été découvert en 1999 par une étudiante-chercheuse, il était connu depuis des années, aussi bien des exterminationnistes que des révisionnistes ;

- il est faux de prétendre que cette découverte viendrait bousculer les thèses officielles en établissant que les « Alliés connaissaient [...] bien avant la date communément admise (1944), la "solution finale" » (col. B). Dans son ouvrage, R. Hilberg démontre que dès le premier semestre 1942, les dirigeants alliés avaient eu vent des rumeurs qui circulaient dans les milieux juifs (p. 964 et ss). Dans un texte publié en 1991 et intitulé : « Génocide, les Alliés savaient ! », A. Kaspi défend la thèse selon laquelle l'information commença à circuler en 1942, « non sans hésitations ni erreurs »*. Preuve que depuis longtemps, les exterminationnistes ont révisé leur position.

Dès lors, pourquoi avoir consacré un article de quatre colonnes à ce non-événement ? Tout simplement pour faire croire aux masses que « ça bouge chez les exterminationnistes », que ceux-ci continuent leurs recherches et qu'ils apportent de plus en plus de preuves, grâce à la découverte de nouveaux documents sensationnels. Cette tactique n'est pas nouvelle, dès 1990, R. Faurisson avait écrit :

Depuis 1978, innombrables ont été les livres, les documents, les films censés nous prouver, enfin, la réalité des chambres à gaz hitlériennes. De leur côté, les professeurs ou les chercheurs, qui se portaient de conférences sur l'« Holocauste » en colloques sur la « Shoah », nous promettaient que, sur ce chapitre, on allait voir ce qu'on allait voir. Mais rien en définitive n'est venu combler les espoirs ainsi créés. Rien. Jamais [7, n° 3, 65].

Gageons que, dans les mois et les années à venir, d'autres « découvertes » du même genre feront l'objet d'articles dans les quotidiens ou dans la presse de vulgarisation. Elles font partie de cette « propagande ordinaire » à laquelle les peuples sont soumis.

* Voy. Collectif, *L'Allemagne de Hitler*, op. cit., p. 276